



Afghanistan
an 06 p. 5



Baillargeon sur
la mort p. 6



Spécial finances
publiques p. 8

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 11 • n° 07

Avril 2008

3,50 \$

Personne n'en parle !

Le comble du ridicule, c'est qu'il aura fallu un chanteur français, Michel Fugain, pour poser des questions un peu moins lénifiantes que celles des autres acteurs présents ce soir-là sur le plateau de l'émission *Tout le monde en parle*.

Pour celles et ceux qui ne l'aurai pas vue, recréons la scène.

Arrive un p'tit gars de 24 ans, en béquilles. Il se déplace avec difficulté. On apprend qu'il a laissé une partie de sa jambe en Afghanistan. Il s'appelle Mailloux et, à son accent, on devine qu'il pourrait venir de Charlevoix. Plein de soldats viennent des régions pauvres du Québec : Gaspésie, Lac-Saint-Jean, Bas-du-Fleuve. Mais très peu d'Outremont ou de Westmount. Quelqu'un finira bien, sans doute, par nous expliquer un jour pourquoi. Quelques jours auparavant, le jeune soldat avait fait la couverture de la revue *L'Actualité*, avec en prime un gros plan sur sa jambe manquante.

Très rapidement, on comprend que le garçon ne saisit rien des tenants et des aboutissants de la présence militaire du Canada et des autres pays de l'OTAN en Afghanistan. On lui a dit d'y aller et en bon militaire, il y est allé. Même que son souhait le plus cher serait d'y retourner.

Tout, ce soir-là, avait été prévu et mis en œuvre pour faire pleurer Janette dans sa chaumière sur le sort des pauvres petites Afghanes que notre valeureuse armée canadienne protège contre les sanguinaires talibans qui violent les filles, qui les empêchent de s'instruire, qui font le trafic de l'opium, qui sont des suppôts d'Al Qaida. Il y avait le ministre Michael Fortier, qui plastronnait sur notre rôle de fer de lance de la civilisation. Il y avait même Michel Bergeron, ancien coach des Nordiques, qui témoignait que les p'tits gars qu'il avait rencontrés à Valcartier, c'étaient des bons p'tits gars. Et comme il a la larme facile, on en a vu couler une, juste au moment où il le fallait. Et le fou du roi, d'ordinaire si prompt sur la gâchette, qui n'a pas dit un mot. Et Guy A. Lepage, d'ordinaire plus curieux, qui s'est contenté d'un rôle de tétoux de service.

Et pourtant, comme dans les contes de fées, ce portrait idyllique était vraiment trop beau pour être vrai.



Très rapidement, on comprend que le garçon ne saisit rien des tenants et des aboutissants de la présence militaire du Canada et des autres pays de l'OTAN en Afghanistan.

Pauvre Fugain qui s'est retrouvé seul à poser quelques questions comme : *Vous pensez pas que ça sent un peu beaucoup le pétrole, cette intervention militaire?* On imagine que c'est en voyant une scène comme celle qui a suivi que La Fontaine a pensé à cette fable où on s'écrie : Haro sur le baudet !

Et pourtant, le baudet mettait le doigt sur la vraie réalité des choses, dont malheureusement tout le monde ne parle pas. Les États-Unis ont tellement l'œil sur le pétrole des républiques turkmènes appelé à transiter par l'Afghanistan vers la Turquie qu'ils ont fait élire l'homme des pétrolières à la présidence du pays afghan, en l'occurrence Hamid Karzaï.

Et pourtant, dans un accès de rare franchise, l'ex-président de la Réserve fédérale étasunienne, Alan Greenspan, avouait dans ses mémoires parues il y a tout juste quelques semaines : « Il n'y a qu'une raison pour expliquer notre présence en Irak : le pétrole. »

Et pourtant, il a été maintes fois établi que les bases opérationnelles d'Al Qaida étaient surtout chez le voisin, au Pakistan, plutôt qu'en Afghanistan. Le problème, c'est que le régime Musharraf est l'allié des USA et qu'en conséquence, on lui pardonne ses accointances.

Et pourtant, une récente étude nous apprenait qu'à l'occasion de réunions au sommet de l'état-major de l'armée canadienne, jamais les questions des droits de l'homme ou de la reconstruction du pays n'étaient invoquées pour expliquer notre présence là-bas. Mais c'est sûr que les p'tits gars aiment mieux se dire qu'ils sont là pour la démocratie que pour les intérêts pétroliers des grandes puissances.

Sont tellement convaincus qu'ils sont à l'autre bout du monde pour combattre les talibans qu'ils en voient partout, des talibans. À preuve : n'écoutez que leur courage et prenant leurs bouteilles de bière à deux mains, deux valeureux soldats canadiens n'ont pas hésité à battre comme tapis un suspect qui déambulait avec sa blonde, à Chypre. On civilise ou on civilise pas, hein !

On s'étonnera ensuite que 132 soldats canadiens se soient suicidés depuis dix ans. C'est dur à porter, la lutte pour la civilisation ! Et ça a un coût : 7 milliards \$ jusqu'à maintenant !

MICHEL RIOUX

Encore un petit effort

132 militaires canadiens se sont suicidés au cours des 10 dernières années (*Le Devoir*, 3 mars). Les Américains sont toutefois encore plus performants puisqu'ils furent 102 à s'enlever la vie en 2007 seulement. Soldats, encore un effort ! Notre détermination vaut bien la leur !

À vendre

Colonne vertébrale. Encore dans son emballage, n'a jamais servi. Contactez Stéphane à zaplechien@liberal.ca

Une exception

Le Vatican a actualisé la liste des péchés combattus par l'Église catholique en y ajoutant la consommation de stupéfiants. Dorénavant, la seule drogue permise par l'Église sera l'opium du peuple.

MUSIRONIE

La pensée magique

« Il est vrai que voler une banque est un crime, mais la fonder est un crime bien plus grand ! »

Bertold Brecht

Le mardi 11 mars 2008, on apprenait que le l'Association des banquiers du Canada et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) tergiversait pour créer une escouade policière financée par le secteur privé afin de combattre les crimes économiques¹. Ce partenariat – public – privé viserait à combattre la prolifération de reproduction de fausse-monnaie, le vol de cartes de crédit et le clonage des cartes de débit. Car voyez-vous, seulement que pour le clonage de cartes de débit, plusieurs dizaines de milliers de personnes se seraient fait dérober quelques 107 millions \$ en 2006. Et au final, les banques paient la note. Ennuyant, surtout quand les profits de celles-ci totalisent plusieurs milliard\$ majoritairement détournés vers des paradis fiscaux et ce, année après année.

Mais qui nous a imposé ces foutues cartes de débit et tout cet appareillage électronique qui facilite tant les fraudes

d'aujourd'hui? Repensons seulement à nos amis des Caisses Populaires qui promettaient jadis, naguère de ne pas couper d'emplois lors de l'implantation du premier guichet automatique au Québec. Combien d'emplois en moins dans le secteur bancaire depuis ce temps? Combien de caisses et de banques fermées dans les quartiers pauvres pour laisser place aux *pawn-shops*? Des criminels qui en remplacent d'autres... Et quand un gagne-petit se fait vider son compte de banque ou son fond de pension, qui doit attendre pendant des mois avant de revoir son argent – quand il ou elle le revoit –, l'enquête de l'institution financière ou de la police pouvant être longue et pénible?

Lorsqu'on observe l'ampleur des crimes commis par des gens du privé portant le veston et la cravate, pouvons-nous douter de l'efficacité du secteur privé à faire mieux que le public en matière de crimes économiques de grande envergure? Actuellement, l'autorité des marchés financiers, le mandataire privé de l'État devant veiller à l'application des Lois touchant le secteur financier, nous révèle déjà son incapacité à remplir son mandat. En ce domaine,

VOLEUR: UN MÉTIER!



le Québec ne fait pas figure d'exception. Les Lacroix et Black, bien appuyés par des états financiers vérifiés par des grands bureaux de comptables – évidemment complices indirects des entourloupettes de ces crosseurs patentés –, n'ont-ils pas réussi à détourner seuls, ici et ailleurs, beaucoup plus d'argent que tout le menu fretin dont on nous fait part? Et cette fraude de M. Kerviel à la Société Générale de France? Chaque fois, on nous déclare qu'il ne s'agit que d'une pomme pourrie dans le panier. Yeah right!

Quand les bandits cravatés décident de se payer une police privée pour éco-

nomiser sur leurs frais afférents, c'est que leurs calculs leur révèlent la rentabilité de l'exercice. Les guichets automatiques suivaient cette même logique. Rentabilité financière mais aussi propagande bien huilée pour avertir les petits voleurs de pommes qu'on les a désormais davantage à l'œil pendant que les voleurs de grands chemins persistent à définir les règles et normes qui gèrent tout le système capitaliste. Époque vraiment formidable.

MARTIN PETIT

http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2008/03/11/014-PPP-fraudes-SPVM_n.shtml

Toto – logique

Lors de l'annonce de ce PPP : « Si on arrive à avoir des policiers qui sont payés par une compagnie XYZ, le service va être gagnant, parce qu'ils vont réengager des policiers », a déclaré le commandant de la section des crimes économiques du SPVM, M. Robert Quévillon.



Discrédit, liberté d'expression et ostracisme

935 mensonges (prouvés) de l'administration Bush II pour attaquer l'Irak, et alors ?

Je n'ai de cesse de m'étonner, à quel point, au sein de « démocraties » qui se déclarent si attachées à la transparence et la vérité, comme les USA et le Canada (un quasi *impeachment* a menacé Bill Clinton lors de l'affaire Lewinski!), fassent si peu de cas d'une telle nouvelle aussi grave : on se contente de l'annoncer, point. Comme s'il s'agissait de la météo, ou du décompte des points d'un golfeur. Quand on sait que ce presque millier de mensonges, concoctés et traficotés au niveau des plus hautes instances de la « plus grande démocratie du monde » ont résulté en la destruction de régions entières de notre planète, l'assassinat de dizaines ou centaines de milliers de civils innocents... pour la continuité de l'approvisionnement vorace des USA en hydrocarbures (cf. le dernier livre de Alan Greenspan lui-même, ou les propos de Bush II : « économie *addicted* au pétrole »).

Tous ces morts, blessés, estropiés, déplacés, déracinés, torturés... Afghans et Irakiens, et ces civilisations dévastées suite à ces mensonges, ne sont donc rien ? Fouler au pied avec une telle arrogance, droit international, morale, droits des peuples, vies humaines... n'est que banal fait divers, tolérable – sinon légitime – du fait que cela vient des USA ? Quel cerveau normalement constitué pourrait croire que les soldats US sont

envoyés à la mort pour « libérer la femme Afghane de la burka » ? Ou « démocratiser l'Irak » ? Et on veut que cela continue après l'annonce de ces 935 mensonges ! ?

Sur qui devrait s'abattre à présent le discrédit total ? Sur la Maison Blanche et toutes celles et ceux qui n'ont eu aucun scrupule à reprendre sans sourciller les mille mensonges US ou... sur moi et mes semblables « incrédules de la première heure » ?

Discrédit

Depuis quelques années en effet – dès quelques mois après les événements du 11 septembre 2001 – on m'a insidieusement écarté des circuits des conférences (y compris dans ma propre institution), des interventions en colloques d'entreprises ou d'associations professionnelles, des plateaux de radios et de télévisions... L'explication ? On ne cesse de me répéter que je me suis « discrédité moi-même », à force de critiquer la version washingtonienne des « attentats » du 11 septembre 2001, et à force de poser des questions (verbales ou écrites) de « style Michael Moore ». Donc me dit-on, cette « théorie du complot » à la Thierry Meyssan (*L'effroyable imposture*), et cette posture d'incrédulité systématique vis-à-vis du pouvoir US et de ses agissements... font de moi un « anti-américain

primaire », si ce n'est un « allié objectif » du terrorisme international (ce que certains chroniqueurs ne se sont pas gênés d'écrire).

Bref, si aucune tribune publique ne veut de moi au Québec, c'est que le discrédit s'est abattu sur ma personne pour raison de positions « farfelues », « infondées », « viscérales ».

Mes péchés « non crédibles »

Dès la première semaine après les attentats du 11/09 et à partir d'octobre 2001 (bien avant la parution du livre de Meyssan), je disais à la télévision et publiais, à peu près l'essentiel de ce que sera toujours ma position : la version US de ces événements ne tient pas la route ! On nous ment en pleine face, tout cela ne sent que la recherche à tout prix d'énergie pour une économie en déclin et... de lucratives débouchés pour le « complexe militaro industriel », à commencer par les Bush et leurs entourages.

Je disais et écrivais, déjà, notamment : « jamais Bush ne retrouvera Oussama Ben Laden » – bien que vieillard malade, soumis à hémodialyses fréquentes, localisé par un journaliste du Figaro dans un hôpital des Émirats en été 2001 – tout simplement parce que la politique arrogante, illégale et guerrière de l'administration Bush a besoin d'un Ben Laden

introuvable, constant « danger mortel » pour le monde libre, à présent que le communisme ne l'est plus.

Je ne manquais pas non plus, à l'instar d'un M. Moore, de soulever les graves interrogations (ce que tout « intellectuel » et tout « journaliste » dignes de ces noms ont le devoir de faire) que suscitaient les successifs flagrants délits de mensonges (jusque dans l'enceinte de l'ONU) de l'administration Bush II.

Depuis, pas loin de 935 mensonges avérés ont été commis, sciemment, par l'administration Bush II pour attaquer l'Irak, dont 262 pour le seul Bush II ! Quel crédit – comparé à mon humble personne – devrait-on encore accorder à un tel cynique menteur – massif meurtrier international ? Qu'attend-t-on pour le condamner, l'ostraciser lui, et ses innombrables perroquets, jusque dans les gouvernements, les salles de rédaction de journaux, et les plateaux de télévisions ?

Les condamner, et... réhabiliter celles et ceux qui, de M. Moore à mon humble personne, ont osé s'élever dès les premières minutes pour crier au mensonge et à la gabegie ?

OMAR AKTOUF, PH.D
Professeur titulaire HEC Montréal (autour de *La stratégie de l'autruche, Écosociété, 2003*)

Pour en finir avec le développement durable

Sans cesse, partout, on nous parle d'environnement. Être écolo, c'est pas trop compliqué. Roulez en voiture hybride. Utilisez le nouveau nettoyant biodégradable. Laissez pas tourner votre moteur. Compostez. Recyclez. Soyez vert-e. Écologique. Responsable. Conscient-e. Engagé-e. Faites des choix éclairés. Acheter c'est voter !

Avec tout ça, tout le monde est rendu écologiste. Ou éco-quelque chose ou quelque chose-vert. Le PQ nous parle d'un Québec « vert ». Harper s'engage pour l'environnement. Même Bush protège l'environnement ! On nous parle de développement durable² à toutes les sauces, tellement que maintenant tout goûte pareil.

Nous sommes confrontés à un phénomène chronique, un manque de cohérence incroyable. À l'ère du « faites ce que je dis mais pas ce que je fais », la société parle de protéger l'environnement d'une main et nous encourage à consommer toujours plus de l'autre. On nous encourage à remplacer nos électroménagers ou notre voiture, pourtant encore fonctionnels, pour de nouveaux modèles plus « écologiques ».

Or, cette mascarade ne fait que cacher le problème. S'ils nous offrent des voitures hybrides, c'est pour qu'on continue à rouler en *totomobile*, réconfortés dans notre écologisme. Et vous pensiez que la voiture hybride était plus écolo que le Hummer ? La seule recherche tenant compte de tous les besoins énergétiques requis depuis la construction jusqu'à l'enfouissement de différentes voitures² en est arrivée à la conclusion que la Prius pollueait plus par kilomètre que le Hummer. La voiture hybride, en plus de contenir deux moteurs et une batterie remplie de métaux lourds, a une espérance de vie trois fois moindre que le mastodonte, ce qui fait qu'il faut la remplacer plus vite... et en construire une autre !

D'ailleurs, au sujet des produits (voitures, électroménagers, électronique, etc.) qui durent de moins en moins longtemps, qu'on ne vienne pas nous faire croire que nous ne sommes pas capables de produire des biens aussi solides qu'il y a 30 ans ! Bref, tout est mis en place pour que nous continuions de consommer autant que maintenant, et plus qu'hier, tout en ayant la conscience tranquille. Et, en passant, donner 20 \$ par mois à Greenpeace ne sert aussi qu'à se sentir mieux !

Or, l'écologisme n'est pas une mode : c'est une nécessité. Nous ne pouvons continuer de consommer à ce rythme – si nous souhaitons survivre en tant qu'espèce, les peuples occidentaux doivent réduire de

manière importante leur consommation. Le développement durable, s'il doit être appliqué dans les pays plus pauvres qui méritent de se développer, est un concept mort-né en Occident puisque notre économie est déjà trop développée. Ici, nous devons viser la *décroissance soutenue*.

Le problème, c'est que notre système économique est entièrement basé sur la recherche de la croissance. Les entreprises agissent pour le bien de leurs actionnaires, et ceux-ci formulent un seul impératif : le profit. Pire encore, le profit *croissant* et *éternel*. C'est la logique fondamentale du capitalisme, une logique qui n'a rien d'*écologique*. Quoi qu'elles disent, quoi qu'elles prétendent faire pour l'environnement, les entreprises ne le feront que si c'est rentable, et compatible avec cette logique de la croissance. La preuve, c'est la très forte tendance au *greenwashing* : des entreprises qui investissent pour se donner une *image* verte car c'est plus rentable qu'être écologique. Les gouvernements, forcés par la mondialisation à se mettre au service de l'Économie, obéissent pareillement aux diktats de la croissance éternelle, refusant ou n'appliquant pas des solutions déjà insuffisantes comme Kyoto.

Or, la recherche permanente de la croissance est, par définition, incompatible avec les ressources limitées de notre planète. Le plus important des « 3 R »⁴, le premier, Réduire, va à l'encontre des fondements même de notre système économique basé sur la consommation, voire la surconsommation. Disons-le simplement : le capitalisme est incompatible avec la survie de l'espèce humaine. Alors que toute la société civile se mobilise pour l'environnement, les entreprises continuent de faire rouler l'économie, qui est en train de nous tuer, à plein régime.

Au Québec, au Canada, en Amérique, dans tout le monde occidental, la tête parle d'environnement alors que le corps court vers le précipice.

LAURENT LEVESQUE

- 1 <<http://www.whitehouse.gov/infocus/environment>>
- 2 Lire à ce sujet l'excellent document de Projet J.A.R.G.O.N., Le développement durable lave plus blanc ! Disponible au <http://www.projetjargon.org>
- 3 L'étude Dust to Dust, par CNW Research. <http://cnwrm.com/nss-folder/automotiveenergy/>
- 4 Réduire, Réutiliser et Recycler.

Étonnant

Le gouvernement fédéral conservateur a déposé un budget prévisible et sans éclat, bref un budget conservateur, sachant fort bien que Stéphane Dion, personnage prévisible et sans éclat et même sans parti, allait l'appuyer pour ne pas aller en élection, ce qui a permis à Gilles Duceppe, dans son rôle de vierge offensée prévisible et sans éclat et à Jack Layton, qui incarne la vertu prévisible et sans éclat, de voter contre le budget. Y'a pas à dire, en politique, on va de surprise en surprise...

MUSIRONIE

Immobilisme

Une vingtaine de comédiens en herbe se sont immobilisés vendredi dernier au métro Berri-UQAM afin de protester contre le stress de la vie moderne. Le Sénat canadien a réagi en dénonçant un plagiat aussi grossier.

MUSIRONIE

Danger !

À cause de l'écart salarial qui subsiste entre les hommes et les femmes, le Bulletin de Désinformations tient à vous mettre en garde contre certaines femmes mal intentionnées qui se font passer pour des hommes afin d'obtenir des salaires plus élevés.

MUSIRONIE

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017
Par la poste : **Le Couac**
6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
Adressez votre chèque à : **Le Couac.**



- Abonnement d'un an : 30,42 \$ + taxes = **35,00 \$**
- Abonnement de deux ans : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98 \$ + taxes = **260,00 \$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46 \$ + taxes = **50,00 \$**

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

Le Couac

6940, rue Jogues
Montréal (Québec) H4E 2W8
Téléphone : (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac ?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet :

www.lecouac.org

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF : Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS : Omar Aktouf, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Gaétan Breton, Claude G. Charron, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Philippe Hurteau, Laurent Levesque, Denis Lord, Eric Martin, Ludvic Moquin-Beaudry, Martin Petit, Anne-Marie Provost, Michel Rioux, Éloïse Simoncelli-Bourque, Valentin Tardi, Volker Tardif, Zéphyr Tardif, Pierre Vadeboncoeur, Romi de Villeneuve, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS : Bobidoche, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Hal, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

MISE EN PAGE : Coopérative Molotov – molotovcoop.org

IMPRIMÉ PAR : les travailleurs et travailleuses syndiqués de Payette et Simms inc.

DISTRIBUÉ PAR : Gladu distribution

Abonnement et publicité : (514) 596-1017

ISSN 1480-2074 • No de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Il n'y a de pire sourd...

...**Q**ue celui qui ne veut pas entendre. Madame Marois a tenté d'énoncer clairement sa position à propos de la voie à suivre pour accéder à l'indépendance. Dans les médias, les uns ont prétendu qu'elle mettait le référendum au rancart. D'autres ont dit : « on tire la chaîne sur le référendum. » Ou bien : « La "conversation nationale", remplace le référendum. » Remplace, ou prépare ?

Ce que la chef demande au parti de faire, c'est d'éliminer du programme l'article qui impose l'obligation de tenir un référendum sur la souveraineté (qui à mon sens est la même chose que l'indépendance, dans un vocabulaire plus technique) le plus tôt possible, dès le premier mandat. Elle a parfaitement raison. L'important, c'est d'être prêt. Que la population soit prête à dire oui. On comprend que les militants soient pressés, mais risquer une troisième défaite référendaire, c'est frôler le désastre. (Oui, je sais, n'eût été des tricheries du camp du non, nous aurions gagné celui de 1995, mais, à toutes fins utiles, nous avons perdu.) Par ailleurs, on n'inscrit pas dans le programme des notions stratégiques qui sont essentiellement conjonctures.

Éliminer cette obligation, ce n'est pas du tout éliminer le référendum. Beaucoup de militants et d'analystes ont cherché d'autres voies d'accès. Les élections dites référendaires, n'ayant qu'un seul enjeu, comme celles

qui ont porté en 1962 sur la nationalisation de l'électricité, seraient légitimes, mais à condition que la majorité de sièges à l'Assemblée nationale soit accompagnée de la majorité dans l'ensemble des voix. Avec plus de deux partis dans la course, cette voie n'est pas plus prometteuse que le référendum, qui a l'avantage, face à l'opinion mondiale, d'exprimer indubitablement la volonté populaire sur la seule question de l'indépendance.

On propose aussi les « gestes de souveraineté ». Mais la souveraineté n'est pas morcelable. On est un pays ou une province. (L'étymologie du mot « province » est complexe. Une hypothèse en fait le territoire des vaincus.) Certains veulent « faire comme si le Québec était souverain ». Mais faire comme si, c'est plonger dans l'illégalité, ce qui ne nous avancerait guère.

Je me permets de critiquer les médias et certains militants trop enthousiastes et portés à faire de la quadricapitomie (fendre les cheveux en quatre) comme disait la défunte journaliste Marie-Nicole Choquet, mais je prête sans doute moi-même le flanc à la critique. Je crois fermement au référendum comme instrument d'expression incontestable de la volonté populaire. Je donne peut-être l'impression que Madame Marois est du même avis. Je le souhaite vivement sans en être sûr.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Extrait de Conversation nationale 1

- ...euh...
- ...quoi?...
- ...non rien, laisse faire...
- ...?...

Bilinguisme

Pauline Marois s'est défendu de ne pas être bilingue puisqu'elle parle couramment le français et la langue de bois.

MUSIRONIE

Extrait de Conversation nationale 2

- ...ben je pensais que...
- ...quoi?...
- ...non rien, laisse faire...
- ...?...

Mort héroïque

« Cérémonie pour une mort héroïque », titre le Journal de Montréal du mercredi 5 mars afin de souligner les obsèques de Michael Yuji Hayakaze, soldat canadien mort suite à l'explosion d'une bombe artisanale en Afghanistan. Nous y apprenons que le jeune soldat de 24 ans était « convaincu qu'il pouvait aider les hommes, les femmes et les enfants afghans » et qu'il n'y avait « pas un bruit » lors de la cérémonie, « hormis le chant de quelques oiseaux et quelques tirs d'armes automatiques ». Le journal nous dit également que « le ciel habituellement gris de poussière était teinté de rose » lorsque la cornemuse entama *Amazing grace* et que des « larmes ont coulé » des yeux des soldats présents.

On se demande pourquoi le journaliste n'a pas parlé de l'âme de la victime, un coup parti. Sans doute l'a-t-on vue se détacher du corps du soldat avec élégance pour aller virevolter avec les oiseaux dans le ciel.

Extrait de Conversation nationale 3

- ...tu pensais quoi?...
- ...je sais pas... peut-être... faire... quelque... chose...
- ...
- ...
- ...tu penses pas qu'on passerait pour des pur-e-s et dur-e-s?
- ...t'as raison... oublies-ça...

Machinations

Après que Pierre Guiraud, un candidat aux élections municipales en France, ait inventé une machine à serrer des mains en vue de sa campagne, Le Couac propose l'invention au Québec d'une machine à botter les culs, installée en permanence à l'Assemblée Nationale.

MUSIRONIE



Attentat en Afghanistan

Le 16 février, un attentat à la bombe lors d'un spectacle de combat de chiens, a fait 80 morts et environ une centaine de blessés dans le Sud de l'Afghanistan. Apprenant la nouvelle, Stéphane Dion aurait murmuré en souriant : « Paf le chien ! ».

Port du casque

Après qu'un coroner ait proposé d'obliger le port du casque pour les piétons, le Regroupement pour les Automobilistes du Québec, le RAQ, a réagi négativement en affirmant que cela risquait de *pucker* les voitures.

MUSIRONIE

Nobles objectifs

Lors du congrès des militants Libéraux, Jean Charest a promis de recentrer son parti sur les valeurs qui ont fait sa force : piler sur les pauvres, promouvoir le chacun-pour-soi, et s'en mettre le plus possible dans les poches.

MUSIRONIE

La science au service de la guerre ?

On se doutait déjà que la multiplication des chaires du Canada de nos départements de sciences humaines servait une certaine cause. Et voilà qu'une abondante manne tombe à nouveau sur nos campus. Ce sont plus d'un demi-million de dollars qu'ont touchés chacune douze universités canadiennes ayant accepté de faire partie du programme mis sur pieds par le Forum sur la sécurité et la défense (FSD), une créature du gouvernement Harper, paravent utile derrière lequel se cache le vrai commanditaire : le ministère de la Défense nationale.

L'affaire a heureusement fait sourciller un chercheur de l'Université d'Ottawa et il s'en est ouvert dans un article paru dans le *Globe*. Amir Attaran y donne la liste de ces universités. S'y trouvent trois universités québécoises : l'UQÀM (630 000 \$), Laval (655 000 \$) McGill (680 000 \$). Parmi les neuf autres, Queen's remporte le gros lot avec son million 489 mille dollars. Elle est pourtant implantée à Kingston, là où la population est la moins réfractaire à la guerre, car un important collègue militaire y a pignon sur rue.

Trois autres universités sont en tête du peloton des privilégiées : Carleton, Dalhousie et Calgary, ayant chacune reçu 780 000 dollars du FSD. Pas surprenant que Calgary soit du programme et ait été grassement gratifiée. Ne sommes-nous pas ici dans en plein fief Harper? Dans les murs d'une institution où enseignent les Flanagan, Bercuson et Cooper, néolibéraux et faucons de l'Éco-le de Calgary, courant de pensée ayant

forte influence sur notre *Prime Minister*?

Attaran décrit comment s'est déroulée une certaine Conférence des associations de la défense où le premier ministre, son ministre de la défense et des hauts dignitaires de l'armée étaient présents, mais, souligne-t-il, aucun représentant des partis d'opposition. Or, un des conférenciers – grassement gratifié avec les 825 000 \$ reçus du FSD - a confié à son auditoire ébahi que le gouvernement avait dans sa politique sur l'Afghanistan, choisi « la bonne mission pour le Canada et la bonne mission pour le peuple afghan ». C'est pas beau ça ! Sans révéler son financement, ce chercheur a, quelque temps plus tard publié un éloge de la politique des conservateurs en matière de défense ajouté à un blâme envers la négligence en ce domaine des libéraux. Et vlan !

Il est navrant que, dans la presse francophone, Jean-Claude Leclerc ait été le seul à faire mention de la sortie publique de professeur Attaran. Et cela, dans sa chronique du lundi toujours à l'avant-dernière page du deuxième cahier du *Devoir*, en des colonnes peu fréquentées où l'on traite de questions d'éthique et de religion.

Attaran semble tout de même encouragé par le fait que Matthew Gravelle de l'Université York ait pu recevoir une subvention du Forum sur les politiques publiques et qu'il ait pu déclarer que l'Afghanistan est un « État raté » devenu une « fabrication » qui permet aux agents fédéraux d'y agir dans une « presque-impunité ». Ce chercheur serait donc l'exception qui confirme la règle.

Que dire alors de Philippe Lagacé ? Collègue d'Attaran à l'Université d'Ottawa, ce spécialiste des questions de défense qui affirme ne rien recevoir du ministère, conseille son confrère de mieux vérifier avant de faire des déclarations aux médias. Il croit dur comme fer que tout chercheur reste entièrement libre d'exprimer publiquement son opinion. Ce serait donc sans risque aucun que l'on peut allégrement mordre la main qui nous nourrit.

Leclerc n'y croyant pas, continue à se questionner : « L'armée financerait-elle des recherches pour dicter aux législateurs une politique sur l'Afghanistan ? Paierait-elle des recherches pour vendre cette guerre à l'électorat canadien ? » Il ajoute : « D'aucuns souhaiteraient peut-être que l'on frappe Amir Attaran d'un certificat de sécurité ».

Dans le vent de maccartisme qui soufflé sur l'Amérique, on ne serait pas surpris que d'autres chercheurs – et pas nécessairement ayant des noms aussi exotiques qu'Amir – puissent un jour avoir à se débattre dans un filet tissé serré qu'est un « certificat de sécurité ». À l'instar de Leclerc, l'actuel climat politique nous fait penser qu'il y a ici forte odeur de commandite et qu'elle ne sera dissipée que lorsque les institutions incriminées par Attaran – forums-commanditaires et universités – chercheront à nous donner l'heure juste. Les naïfs risquent d'attendre longtemps.

CLAUDE G. CHARRON

La confiance règne

Pour la dixième année consécutive, le sondage annuel sur les métiers et professions nous révèle que les politiciens se retrouvent tout en bas de la liste avec 8 % de taux de confiance. Au premier coup d'œil, 8 % de taux de confiance, ça paraît beaucoup, mais une fois qu'on a exclu des répondants les personnes qui n'ont pas compris la question et les ironistes qui répondent le contraire de ce qu'ils pensent, le Bulletin a comptabilisé qu'il ne restait que deux ou trois personnes qui font véritablement confiance aux politiciens.

MUSIRONIE

Rumeurs d'élections

Les politiciens nous répètent que la population de veut pas d'élections. Normal, avec le choix de candidats qu'ils nous offrent...

Ouch !

Selon un nouveau rapport de Statistique Canada, les masochistes seraient davantage victimes de violence que le reste de la population.

MUSIRONIE



Le Devoir d'être réaliste

Suite à la proposition de Québec Solidaire de lever de nouveaux impôts sur les profits des grandes entreprises et sur les grandes fortunes assorti d'un statu quo fiscal pour les autres citoyens, le toujours très rock'n roll Bernard Descôteaux se pose une grave question. Dans son éditorial du 4 mars dernier, il affirme, un brin outré : « Mais tout de même, ce n'est pas vrai que tout est "faisable" comme s'il n'y avait pas de limite à l'utopie. »

L'éditorialiste du quotidien de la rue Bleury, dont l'indépendance fait trembler l'establishment, considère ainsi comme utopique le simple principe d'équité fiscale. Tout en mettant de l'avant une conception de l'utopie que les conservateurs de Steven Harper ne renieraient pas, l'émule de Lucien Bouchard rappelle du même souffle qu'en frais d'utopie, la modération a bien meilleur goût. Liberté, égalité, fraternité, oui, mais sans faire fi du principe de réalité qui, c'est bien connu, court vite et finit toujours par nous rattraper. Limitons-nous donc à ce qui est faisable, à savoir la liberté du libre marché, l'égalité des chances à devenir inégaux et la fraternité dans les limites du maintien des privilèges séculaires des biens

nantis. Sinon, comment la bourgeoisie bien-pensante va-t-elle pouvoir continuer à se donner des airs de Zorro si d'autres articulent à leur place des idées véritablement progressistes sur la place publique? Voilà la grave question que se pose Bernard.

BRUNO DUBUC



Idéalisme et gargarisme

En juin 2001, Le Couac publiait une petite discussion, vigoureuse mais amicale, entre Paul Cliche et moi, à propos de l'Union des forces progressistes (UFP), l'ancêtre de Québec solidaire. Cela faisait suite à une élection partielle dans Mercier, où l'UFP obtint un relatif succès sur lequel Paul Cliche misait beaucoup. La suite, comme je m'y attendais, n'allait aucunement justifier cet accès d'enthousiasme.

Québec solidaire, formé, comme l'avait été l'UFP, d'une collection bigarrée d'éléments de gauche d'ailleurs parfois peu compatibles entre eux et avec l'opinion, a plafonné à 5 % ou moins du vote populaire et, selon les sondages, n'atteint plus qu'à 3,6 %. Son seul pouvoir réel serait de rogner sur quelques faibles majorités péquistes et donc de favoriser les libéraux et maintenant l'ADO.

La politique idéaliste de Françoise David ne changera rien à cette mathématique rigoureuse qui est celle des faits. Tout comme l'UFP, Québec solidaire est un assemblage de « ismes » fort abstrait.

Socialisme, communisme, marxisme, nationalisme, souverainisme, écologisme, fort bien, mais c'est un cocktail de peu de prise sur la réalité. Qu'on m'excuse, mais en matière de « ismes », il s'agit plutôt d'un gargarisme. J'ai connu pareille chose dix fois dans le passé. Le phénomène ne s'est

jamais démenti. Je le sais pour en avoir été jadis souvent partie prenante.

Aujourd'hui, la Réaction, j'entends celle qui compte, capitaliste, politicienne, canadienne, charestiste, harperiste, dumontiste, est en train de circonvenir le Québec, les circonstances se prêtant à cela. Capitalisme, impérialisme, fédéralisme, « libéralisme », adéquisme, ces opportunistes conjugués s'en prennent, d'une manière plus ou moins concertée et sournoise, au Québec libre, à la nation québécoise, à notre avenir historique, à la démocratie sociale, et à ce que nous avons encore de résistances.

Il ne faut pas diviser nos forces. Je ne crois pas aux groupuscules dans l'action. Je crois dans des partis, dans des bastions, même si on n'y a pas une sûreté de ligne en tous points impeccable. La résistance demande de la force. Je ne voterai pas pour des partis imaginaires.

Je voterai pour des partis que la Réaction, on le sait, on le voit, travaille d'arrache-pied à éliminer. Quel signe que cet acharnement direct de la droite contre le PQ et le Bloc! On sait bien, à moins d'être aveugle, que ce sont eux qu'elle vise. Même s'il n'y avait autre chose, cela suffirait bien pour identifier les menées de l'adversaire. Ce qu'il a dans sa mire dit tout.

PIERRE VADEBONCOEUR

Logique

Prendre à la classe moyenne et aux pauvres pour redonner aux riches a toujours semblé moins utopiste, puisque c'est tout simplement ce qui se fait...

Subventions

Le gouvernement conservateur annonce des nouvelles mesures afin de ne plus subventionner les oeuvres artistiques jugées offensantes, ou contraire à l'ordre public. Le Couac se réjouit de ne recevoir aucune subvention et de pouvoir ainsi continuer à promouvoir Satan, le meurtrier gratuit de son prochain et le cannibalisme équitable.

MUSIRONIE

Putsch chez Québec Solidaire

Considérant que c'est trop mélangé d'avoir deux chefs, Françoise David, du célèbre duo porte et parole, a déclaré qu'elle voulait devenir chef toute seule, et que parole pouvait bien prendre la porte.

MUSIRONIE

Rumeur d'Afghanistan

À l'occasion de la Journée internationale des femmes du 8 mars dernier, les Afghanes auraient été autorisées à porter du rouge-à-lèvre sous leur burqua.

Développement

Québec Solidaire a maintenant deux ans, mais éprouve encore des difficultés à marcher.

MUSIRONIE

LE COIN DU MASOCHISTE

Un épouvantail appelé « Youdiail »

Pourquoi ajouter à la douleur
D'un hiver qui n'en finit plus?
Misère! M'obliger à me taper
Le Post ou le Suburban?
Pour farcir mon petit coin...de coin coin
Je ne vais donc que remémorer
Aux aussi masos que moi
Les prêchi-prêcha
De Gesca



« Il faut s'en tenir à la Règle du droit plutôt que de s'aventurer dans une Youdiail » qu'ils disaient. Et voilà que le petit Kosovo s'y aventure. Et est reconnu.

« Youdiail »: Unilateral declaration of independence (UDI). L'usage de l'acronyme anglais semble ici des plus appropriés tellement nos propres médias sont discrets sur la chose. Mais pas ceux du ROC. « Ou'un gouvernement séparatiste du Québec ose donc un jour », semblent-ils tous écrire. Puis survint la youdiail des Kosovars et le Canada prend un long mois avant de se décider. Difficile de se placer en contradiction avec les objectifs du Clarity Bill. Tellement plus facile de suivre Russes, Chinois et Espagnols qui, ayant épines aux pieds appelées Tchétchénie, Tibet et Catalogne, n'aiment pas les youdiails. Finalement, la crise tibétaine a peut-être aidé...

Pour les médias du Québec, sauf bien sûr pour The Gazette, la youdiail est presque un sujet tabou. Nos fédéralistes aiment mieux tourner autour du pot. Édito d'André Pratte du 19 février : « Il est franchement renversant de voir les indépendantistes québécois tracer un parallèle entre le Kosovo et le Québec. (...) La multiplication des petits États établis sur des bases ethniques va tout simplement à l'encontre de l'idéal canadien. » Mais, l'idéal canadien, ne s'est-il pas bâti sur des bases « ethniques »?

Pas du tout ethnique, l'union du Haut et du Bas-Canada de 1840? Elle a été proposée par un Durham qui a bien vu que les Montrealers ne tenaient pas du tout à se faire bosser par des « vaincus ». Pas ethnique l'impunité qu'ont bénéficié les dirigeants de The Gazette suite à leur brûlot du 25 avril 1849 qui a fait que le Parlement a été rasé par les flammes? C'est pourtant bien « against an excessive power of the French in our political life » que The Gazette a pété les plombs. Pas du tout ethnique ce cri du cœur : « French Canadianism (is) entirely extinguished » petit bijou épistolaire du 2 juillet 1867 produit par le député George Brown, grand penseur du BNA Act?!

Que dire maintenant d'un « exclusiviste » appelé Clifford Sifton? Ministre manitobain, il a joué un rôle essentiel dans l'abolition du français dans sa province. Pour le « remercier » d'un si bon coup, Laurier l'intronisa grand chef de l'immigration. Sifton s'acharnera à contenir une trop grande migration de Québécois vers l'Ouest canadien, mettant plutôt l'accent sur

un peuplement par des « Européens ». Vif succès : ce sera massivement que les « Canadiens » bifurqueront vers la Nouvelle-Angleterre. Ouf! « Even with the "revanche des berceaux", the West will stay british ».

Pratte peut toujours nous dire que, pour favoriser un very british we, de tels abus relèvent d'un passé révolu. Et que le « modèle idéal canadien » auquel il se réfère est très contemporain. Hé André, le coup d'État contre le Québec de Trudeau en 82 est très très contemporain. Voici ce qu'en dit Michael Mandel : « Conçue sous une apparence de protéger les droits humains, la charte avait d'abord comme objectif de réduire les compéten-

Mail était clair : « to ghettoize and tribalize the French Canadians »³

Il n'est donc pas nécessaire de lire les trois tomes du Livre noir du Canada pour se convaincre que « l'idéal canadien » d'André Pratte a bien des zones d'ombre. Negotiating ne va pas aussi loin que Lester sur les excès qu'ont subis les jeunes autochtones dans les pensionnats. Ni du sort des Canadiens d'ascendance japonaise entre 1941 et 1945. Son objectif est de démontrer que le Canada serait mal venu de se donner en modèle de « pays idéal » afin de ne pas négocier de bonne foi avec un Québec dont la population se serait prononcée pour l'indépendance. Negotiating..., le titre même du livre démontre sans ambiguïté l'intention des auteurs. La youdiail n'est pas à l'ordre du jour.

D'autres universitaires anglo-canadiens, et pas les moindres, pensent comme ceux de Negotiating. Tel un Charles Castonguay scandalisé par le fait que les allophones sachant parler anglais soient mieux payés à Montréal que ceux qui, en plus de leur langue maternelle, ne parlent que le français. Telle la regrettée Jane Jacobs, cette urbaniste de renom qui, toute sa vie, a répété jusqu'à plus soif que, devenu souverain, le Québec cessera de n'être qu'un banal satellite de Toronto.

Le Québec, une société qui tourne le dos aux autres? Et qui a engendré un poète de l'envergure d'un Vigneault capable de faire craquer ses auditoires juste en chantant « Entre mes quatre murs de glace / Je mets mon temps et mon espace / À préparer le feu la place / Pour les humains de l'horizon / Et les humains sont de ma race ».

Vous avez raison, André Pratte, le Québec n'est pas le Kosovo. Nos Serbes ne peuvent aucunement prétendre que leur nation a vu le jour en territoire laurentien. Pas plus que les Québécois rêvent d'une Grande Albanie!

Avec tous les amis que le Québec s'est faits dans la gente universitaire canadienne, avec nos talentueux artistes qui se font applaudir partout sur la vaste planète, devenant ainsi nos messagers pour un monde meilleur, plus fraternel et plus égalitaire, comment croire alors que les chants des sirènes du Globe, du National Post et de la Gazette, ou du Clarity Bill du p'tit Stéphane puissent un jour nous arrêter dans notre marche vers la libération? Le Kosovo nous démontre bien que leur youdiail n'est qu'épouvantail.

CLAUDE G. CHARRON

Pratte peut toujours nous dire que, pour favoriser un very british we, de tels abus relèvent d'un passé révolu. Et que le « modèle idéal canadien » auquel il se réfère est très contemporain.

ces constitutionnelles du Québec, suite à l'accession au pouvoir d'un gouvernement nationaliste, populaire et menaçant les intérêts de la puissante minorité anglophone du Québec et de ses alliés au Canada anglais.²

Cette pesante charge contre PET, on la trouve dans Negotiating with a Sovereign Québec, un bouquin qui regroupe les textes d'une vingtaine d'universitaires anglo-canadiens et publié en 1992, au lendemain même de l'échec de Meech, un des rares moments où les Québécois semblaient préparés à faire le Grand saut. Et c'est en ce moment précis qu'une vingtaine d'académiciens roquiens en profitent pour nous dire que l'histoire qu'on leur a appris à l'école mérite d'être révisée. Et pas à peu près. Roberto Perin nous montre un George Brown excessivement francophobe. De l'avis de l'historien torontois, l'objectif du fondateur du Globe &

1 Roberto Perin, Answering the Québec question : Two centuries of Equivocation, in Negotiating with a Sovereign Québec, edited by Daniel Drache and Roberto Perin, James Latimer & company, Publishers, Toronto, 1992, page 32

2 Michael Mandel : Sovereignty and the New Constitutionalism in Negotiating, page 217

3 Roberto Perin, idem.

Adoption

Apprenant que le président Nicolas Sarkozy propose aux Français d'adopter certains Juifs, Woody Allen s'est dit intéressé à être adopté par Carla Bruni.

MUSIRONIE

Recettes et mode

Le Hamas lance un magazine, intitulé Qassamis, consacré à la gloire de ses combattants. On retrouve dans le premier numéro des recettes de ceintures explosives, des articles de mode sur la port de la cagoule Halal, ainsi qu'un poster-souvenir de deux pages montrant Ahmed Abdallah, après son attentat-suicide au marché de Haïfa.

MUSIRONIE

Être en bonne compagnie

Pour ne pas connaître le même sort que Mario Dément, Jean Charest s'est fait accompagner de Paul Desmarais afin d'être reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy.

MUSIRONIE

Condamnation

Un soldat américain a été condamné à 10 ans de prison pour avoir tué un civil irakien puis maquillé le crime. Précisons que si l'assassinat d'Irakiens est fortement encouragé par les forces armées, le maquillage de crime est par contre sévèrement puni.

MUSIRONIE

À la flotte, la Terre

Les écologistes me font vraiment marrer avec leur angoisse du réchauffement climatique.

La Nouvelle-Orléans a été engloutie il y a deux ans ? Ok. Mais si, à Montréal, tous ceux qui détestent le jazz ne lançaient ne serait-ce qu'une tasse d'eau au centre-ville l'été, le résultat serait le même, non ?

On dit que certaines espèces comme les ours polaires vont disparaître. Hé, c'est de la foutaise ! Les animaux vont s'adapter ! Les rats vont se trouver des branchies, les vaches des nageoires. Même les poissons vont s'adapter !

Bien sûr, la plupart des grandes villes du monde sont construites sur le bord de l'eau, dont le niveau va monter. Elles vont se prendre la tasse ! Mais c'est pas la mer à boire. Venise est carrément construite dans l'eau ! D'ailleurs, ils ont participé à l'aide internationale en envoyant 2000 gondoles usagées en Louisiane.

Les villes aquatiques offriront de nombreux avantages à leurs citoyens, ne serait-ce que le fait de ne pas avoir à arroser sa pelouse et de pouvoir pêcher directement de son salon. Et pour peu que le réchauffement de la planète se poursuive, on va peut-être même pouvoir pêcher des poissons déjà panés, comme disait mon ami Richard !

La construction de villes flottantes va dégorger les autoroutes, sans parler des ponts. Par exemple, 75 % des Lavallois travaillent à Montréal. Plutôt que de boucher Curé Labelle avec leurs voitures, ils pourront simplement lever l'ancre et ramer jusqu'à Montréal. Les plus sportifs chausseront leurs palmes et leur Palm Pilot pour retrouver, sur le tracé des anciennes pistes cyclables, pédalos et kayaks.

La source de revenus des squeedees va tomber à l'eau. Ils devront se recycler dans l'aménagement de rocailles sous-marines et le sarclage de mauvaises algues.

La clé de cette nouvelle ère aquatico-urbaine, ce sera bien sûr la ligne de flottaison. Nanti de pouvoirs accrus, le Ministère de la Marine imposera une taxe de 20 % sur le surpoids. Pour économiser, on baisera donc avec des poupées gonflables sur des lits d'eau, on mangera des yaourts légers en écoutant des programmes au contenu maigre sur des télé à écran plat. Les obèses, à moins qu'ils ne soient anorexiques, seront confinés aux cimes des Appalaches.

C'est clair qu'il n'y aura pas que des avantages. Dans un cinéma en plein air, avec un yacht devant ton pédalo, tu manques un bon bout du film. Et à moins d'être bien ancré, les marées vont créer de drôles de situations. Quand tu t'es couché à Sillery et que tu te réveilles dans un quartier défavorisé en basse-ville, y a de quoi râler ! Les Noirs ont-ils dégonflé mon zodiac ? Est-ce qu'ils ont pissé sur mes algues ?

Ce qui nous amène à la question cruciale des classes sociales. Parce que quel que soit le niveau de flotte, il y aura toujours des riches et des pauvres. Le nouveau slogan sera « Branchies dur, branchies mou, mais branchies dans le trou ! » Parce que ce ne sera pas évident pour les pauvres vivant dans des caves en basse-ville, ou même dans des demi-sous-sols. Ils devront notamment déféquer en scaphandrier, avec une trappe en arrière ! Quand ils tireront la chaîne, ça va remonter ou ça va redescendre ?

Pour l'instant, nous nous perdons en conjectures.

DENIS LORD

Afghanistan an 06 : Comme à chaque année, la situation se dégrade

Voilà 6 ans maintenant que les milices de l'Alliance du Nord ont renversé le régime des taliban, avec l'aide de l'armée des États-Unis. Au fil des mois et des années, d'autres armées ont débarqué dans le pays, les politiciens vantant la « mission » en parlant de démocratie, de droits des femmes et d'écoles. Plus d'une trentaine d'armées étrangères sont représentées, presque toutes venant de pays de tradition chrétienne.

À chaque année des organisations des droits de la personne, des centres de recherche indépendants et diverses autorités officielles, dont celles des Nations Unies ou de l'OTAN, présentent un état de la situation. D'année en année, les rapports sont de plus en plus sombres. Ainsi, le nombre d'« incidents de sécurité » répertoriés était de 508 en 2003 pour passer à 6792 en 2007. Environ 6 000 à 7 000 Afghanes et Afghans sont morts en 2007 en raison de la guerre, ce qui en fait l'année la plus meurtrière (en 2001, l'invasion aurait provoqué environ 4 000 morts). Il y a toujours des dizaines de milliers de réfugiés en Afghanistan même, ou ayant fui au Pakistan. La guerre a entraîné plus de 30 000 morts en Afghanistan depuis le début de l'invasion occidentale (des sources évoquent même plusieurs centaines de milliers de morts : voir <http://www.unknownnews.net/casualties.html>).

La légitimité du régime du souriant président Hamid Karzai est en chute libre. Il est nommé, ironiquement, le « maire de Kaboul », pour signifier qu'il ne contrôle que moins de 30 % du territoire national. Les attaques contre les policiers constituent un autre signe de la perte de légitimité du régime. En 2003, une dizaine seulement de policiers avaient été tués. En 2007, au moins 627 sont morts et 1090 ont été blessés. Certains cadavres de policiers, parfois décapités, sont laissés sur des places publiques, pour servir d'avertissement, comme ces corps de civils pendus aux arbres et portant la note « espion » ou « collaborateur ». Ces coups de force sont le fait de miliciens islamistes, mais

aussi d'hommes de mains de seigneurs de la guerre, de trafiquants d'opium ou simplement de petites bandes d'insurgés en rébellion contre un gouverneur ou la présence des forces armées étrangères. En fait, plusieurs Afghans critiquent le régime officiel pour n'être qu'un réseau corrompu d'individus louches qui s'en mettent plein les poches de l'aide financière internationale, d'impôts et de taxes plus ou moins légales et même du commerce de la drogue.

Un analyste du International Crisis Group note également une montée en puissance de groupes d'insurgés qui se mobilisent uniquement en raison de considérations locales, surtout suite à des interventions de militaires étrangers qui se soldent par des morts et la prise de prisonniers qui seront éventuellement torturés. Évidemment, peu d'information filtre dans nos médias au sujet des civils tués par « nos » militaires, sauf parfois au détour d'une phrase. Ainsi, le *Globe & Mail* (1-03-08) mentionne en passant « le problème qui survient chaque fois qu'un nouveau groupe de soldats canadiens arrive à Kandahar. Il y a alors généralement une augmentation de tirs contre des civils car les nouvelles troupes sont très nerveuses ». Sympathique...

Il faut toutefois se méfier des analyses qui se concluent sur une note pessimiste, puisque très souvent elles visent à justifier l'envoi de plus de troupes en Afghanistan. Ce vœu pourrait bientôt se réaliser : le candidat démocrate Barack Obama a promis de retirer les soldats de l'Irak et d'en envoyer des dizaines de milliers en Afghanistan. Pour celles et ceux qui identifient le Parti démocrate à la paix, il faudrait rappeler que c'est sous le régime démocrate que l'engagement des États-Unis au Vietnam s'est accru, et que depuis des années la guerre en Irak est opposée à la « bonne guerre » d'Afghanistan. Quelque soit le résultat de la campagne présidentielle aux États-Unis, le massacre en Afghanistan devrait se poursuivre. Et avec l'aide des militaires canadiens, au moins jusqu'en 2011...

FRANCIS DUPUIS-DÉRI



Mariana Vasconcellos (AFP - Réalité et fiction)

Bock-Côté et le triomphe du pouvoir

Commentaire sur le texte de Mathieu Bock-Côté « Sarkozy en chute libre » publié dans l'édition du 11 mars 2008 du Devoir

À la lumière inspirante de la plume de Mathieu Bock-Côté, il nous apparaît nécessaire de dénoncer haut et fort les malheurs qui accablent le monde politique français, voire occidental, pour construire l'idéal d'une société solide, d'un État vertueux, d'une Nation ordonnée. En effet, nous signons humblement avec le jeune prodige sa critique du déplorable Nicolas Sarkozy, un président au « comportement d'une indéfinissable vulgarité » qui « accélère la ruine de sa réputation ». Toutefois, il ne faut considérer le cas français que comme l'expression d'une tendance lourde qui vicie et désagrège notre haute fonction politique.

Toute fonction d'État nécessite un comportement digne, et celle de président doit commander un détachement, une élévation, une pureté de l'âme, des paroles et des gestes. Sarkozy, et ses « amours immatures d'un président à la sensibilité d'adolescent », ne démontre pas la ferveur digne de son statut : le chef d'État doit plutôt se détacher des sensibilités terrestres pour vouer un amour exclusif et sans borne à la Nation, elle qui l'a élevé au lieu suprême de sa représentation. Armé du glaive des institutions et coiffé de la mitre de la foi nationale, il doit guider les hommes vers leur destin ultime. Au lieu d'accepter les exigences de sa tâche, le président français s'est plutôt affairé à « désacraliser en profondeur la fonction présidentielle et les institutions de la V^e République », laissant ainsi s'échapper un remarquable capital politique nécessaire pour enclencher un processus de rupture face au progressisme gauchiste vieillot hérité de mai 68.

Bock-Côté, lui, sait se détacher des expériences pour atteindre la plus haute vérité des besoins de l'État, qui, bien qu'ils soient parfois contraires à nos premières intuitions, serviront toujours la cause de la Nation. Le président, habile orchestrateur, doit garder ses plans dans le mystère afin de mener son projet à terme et éviter toute interruption en cours de route. Ses faisceaux doivent marcher ensemble dans le chemin du progrès en le laissant pour seul guide : « La chose est pourtant admise par les bons esprits : si la démocratie est indispensable, nécessaire et incontournable, elle doit aussi être transcendée par un impératif existentiel, historique. Pour s'exercer véritablement, le pouvoir exige sa part d'ombre dérobée à la lumière publique, qui rend possible l'exercice du mal nécessaire à la réalisation de l'intérêt général. » Du haut de son mirador, le chef façonne secrètement les plans qui, une fois avérés, garantiront le règne éternel de la Nation, donc du citoyen.

L'intérêt général français, en ces époques troubles, a ratifié à forte majorité une juste quête pour « revaloriser l'identité nationale » et « restaurer l'autorité de l'État contre le désordre public ». Pour parvenir à ces fins, le président se doit d'utiliser les diverses institutions de pouvoir pour y encastrent solidement toute forme d'écart à la norme, car ceux-ci mènent inévitablement à l'instabilité. L'école, dans ce contexte, se doit de faire figure d'autorité en enseignant un respect sain des valeurs nationales et en reproduisant fidèlement le modèle de notre civilisation. Il va de soi que la police permet également de contenir les différentes formes d'incivilités que l'école ne pourra gérer, assurant donc la paix sociale nécessaire à la survie de notre culture. La liberté de l'individu, quant à elle, se réalisera par la libération de

la croissance économique, allégée de ses « entraves bureaucratiques ».

Qu'on se le dise : trop souvent, cette démocratie est entravée par des groupes et des corporatismes qui ont comme seul but d'user de mauvaise foi l'espace public pour imposer leurs intérêts particuliers, faisant fi du réel bien commun et du vrai désir populaire.

Pour connaître ce désir, le président, dans une démocratie, ne doit pas rechercher une trop grande proximité avec la population. « En fait, on peut voir dans l'actuelle présidence de Nicolas Sarkozy un exemple de la crise de l'autorité qui abîme en ce moment la politique occidentale », car trop se rapprocher d'elle fausse l'analyse objective que seule une élévation éclairée permet d'atteindre, tout en empêchant de réellement assumer les responsabilités présidentielles. Permettez-nous une distinction importante : le peuple est une chose, un chef d'état en est une autre. Un bon chef saura gagner la confiance de la population et mettre fin au cynisme ambiant non pas en se vautrant avec elle dans son borborygme, mais bien en sachant la diriger du haut de sa chaire.

Les candidats à un tel poste se font rares, et cela découle du fait indéniable que certains sont, par nature, nés pour détenir le pouvoir. On ne peut s'improviser président, mais ceux qui se sentent imbus de la force de diriger ne doivent pas faire preuve de fausse modestie, car ce n'est qu'à leur réveil que nous retrouverons la grâce des jours de Lionel Groulx.

ANNE-MARIE PROVOST
LUDVIC MOQUIN-BEAUDRY

De la philo derrière les gros titres Six pieds sous terre, puis... rien ?

Isabelle : Que dit mon frère ?

Claudio : Que la mort est une chose terrible.

Isabelle : Et une vie sans honneur, une chose haïssable.

Claudio : Oui ; mais mourir, et aller on ne sait où ; être gisant dans une froide tombe, et y pourrir ; perdre cette chaleur vitale et douée de sentiment, pour devenir une argile pétrie.

William Shakespeare, *Mesure pour mesure*, III, 1.

Avez-vous regardé cette série télé dont on parle tant, *Six Feet Under* (Six pieds sous terre), dans laquelle on suit les aventures des membres d'une famille qui possède une entreprise de pompes funèbres ? Moi, oui, et c'est vraiment très bon.

La mort, on le devine, est omniprésente dans cette série. Chaque émission commence d'ailleurs par la mort d'une personne. On assiste alors à toutes sortes de morts : accidentelles et inattendues, ou au contraire prévues et attendues ; des suicides ; des meurtres, des morts bizarres ou malchanceuses ; et bien d'autres encore.

Mais quelle que soit la manière, une chose est sûre : nous mourrons tous.

La mort a de tout temps préoccupé les philosophes et ils lui ont consacré d'innombrables pages. Cet imposant corpus comprend toutes sortes de choses ; mais la recherche d'une manière de faire face à la mort, sinon sereinement du moins sans la craindre, y occupe une place prépondérante – une place si grande, en fait, que plus d'un philosophe pourrait dire, avec Michel de Montaigne (1533-1592), que « philosopher, c'est apprendre à mourir ».

Considérez par exemple ce que nous dit Épicure (env. -340 – env. -270) : « Habitue-toi à la pensée que la mort n'est rien pour nous, puisqu'il n'y a de bien et de mal que dans la sensation et la mort est absence de sensation. Par conséquent, si l'on considère avec justesse que la mort n'est rien pour nous, l'on pourra jouir de sa vie mortelle [...] Il faut être sot pour dire avoir peur de la mort, non pas parce qu'elle serait un événement pénible, mais parce qu'on tremble en l'attendant. De fait, cette douleur, qui n'existe pas quand on meurt, est crainte lors de cette inutile attente ! Ainsi le mal qui effraie le plus, la mort, n'est rien pour nous, puisque lorsque nous existons la mort n'est pas là et lorsque la mort est là nous n'existons pas. Donc la mort n'est rien pour ceux qui sont en vie, puisqu'elle n'a pas d'existence pour eux, et elle n'est rien pour les morts, puisqu'ils n'existent plus. »

On voit ici qu'Épicure, en bon matérialiste, accepte le fait de la mort, puis, examinant ce qu'elle est, conclut que nous n'avons pas à la craindre. Plus d'une personne effrayée par la perspective de mourir a trouvé un certain réconfort dans ces lignes. Et vous ?

D'autres philosophes abordent la question différemment. Parmi eux, Socrate et Platon. Considérez à ce propos ce dialogue appelé *Phédon*. Platon y raconte la mort de Socrate. Juste avant de boire la ciguë, Socrate parle de la mort avec des amis et leur explique pourquoi il ne la craint pas. En gros, Socrate soutient que l'âme est une et immatérielle et qu'en conséquence elle ne peut être détruite ou décomposée d'aucune manière, comme peut l'être un objet matériel. Il suggère donc que cette part de nous, la plus importante, est immortelle. Aux véritables philosophes, conclut Socrate, la mort ne paraît nullement terrible : elle n'est que la perte du corps, ce tombeau provisoire de l'âme.

Mais il faut bien le dire : les arguments de Socrate ne nous impression-

nent pas beaucoup aujourd'hui et nous convainquent encore moins.

C'est que, pour bien des gens, la cause est désormais entendue : ce que Socrate et la tradition qui l'a suivi appelaient l'âme – c'est-à-dire la conscience, les émotions, la pensée, etc. – tout cela dépend du fonctionnement de cette masse de chair appelée cerveau et ne pourrait exister sans lui. Or, lorsque nous mourons, le cerveau cesse de fonctionner. Il s'ensuit qu'il n'y a rien après six pieds sous terre.

Mais la mort est si mystérieuse, si fascinante et si terrifiante que cette conclusion, qui n'est d'ailleurs pas une preuve définitive, n'est pas facilement admise. C'est ainsi que de nombreuses personnes admettent les enseignements de la science moderne tout en conservant malgré tout une foi religieuse qui leur permet d'espérer que la mort n'est pas la fin.

Est-il possible de concilier ainsi les enseignements de la science et les croyances religieuses ? Ce n'est pas évident et c'est sans doute pourquoi beaucoup de personnes attachées à la science et à la religion les situent volontiers sur deux plans différents. Il n'est pas certain que cette stratégie soit défendable.

Mais laissons cette trop vaste question. Je voudrais plutôt examiner ici trois idées qui sont avancées aujourd'hui pour défendre l'existence d'un « après six pieds sous terre », trois idées qui se veulent rationnelles. Nos modernes Socrate valent-ils mieux que l'ancien ? Examinons trois de leurs arguments pour le savoir. Au passage nous apprendrons quelques stratégies utiles pour aider à raisonner juste.

Réincarnation ?

De très nombreuses personnes appartenant à diverses traditions religieuses pensent qu'à notre mort, nous nous réincarnerons. Qui sait ? Vous étiez peut-être dans une autre vie une amérindienne du XI^e siècle. Ou un pauvre paysan japonais il y a mille ans. Cette idée est-elle plausible ?

Le philosophe Paul Edwards est convaincu que non, pour de nombreuses raisons. En voici trois.

D'abord, si nous avons été autrefois tant de personnes, pourquoi semble-t-il que nous renaissions à chaque nouvelle fois ignorant et sans aucune trace du savoir que ces autres vies nous apporteraient ? L'argument est intéressant. Notons cependant que Platon, toujours brillant, l'a pressenti et y a répondu en disant que, tout juste avant d'être réincarnées, nos âmes s'abreuvent au fleuve de l'oubli !

Un deuxième argument d'Edwards suggère que l'accroissement de la population pose une difficulté fatale à l'hypothèse de la réincarnation. Et en effet, comment expliquer que nous soyons passés, entre 8000 av. J.C. et aujourd'hui, d'une population de 5 millions à une population de plus de 6 milliards d'être humains ?

Edwards ajoute enfin et surtout qu'on n'observe aucune des conséquences qui devraient pourtant l'être, si l'hypothèse de la réincarnation était fondée. C'est que si elle l'était, des gens se souviendraient de leurs vies passées. Or la chose est rarissime ; puis, quand elle est alléguée, il est très rare que le témoignage soit crédible ; quand il l'est, si on pousse l'investigation plus avant, on découvre typiquement des fraudes ou des phénomènes explicables par des causes naturelles et banales ; finalement, et c'est le plus grave, ces témoignages allégués ne nous apprennent jamais rien de neuf sur ces époques

passées où la personne dit avoir vécu. (Eh ! Si vous avez été une amérindienne du XI^e siècle, racontez-moi un peu dans le détail comment vous viviez !)

Edwards est-il convaincant ? Je vous laisse en juger.

Les expériences de mort imminente ?

D'autres personnes croient en une vie après six pieds sous terre parce qu'elles pensent que des personnes déclarées cliniquement mortes sont revenues à la vie et peuvent en témoigner.

HUME SUR LES MIRACLES

Un miracle est une violation des lois de la nature, et comme une expérience ferme et inaltérable a établi ces lois, la preuve que l'on oppose à un miracle, de par la nature même du fait, est aussi entière que tous les arguments empiriques qu'il est possible d'imaginer. [...] Ce n'est pas un miracle qu'un homme, apparemment en bonne santé, meure soudainement, parce que ce genre de mort, bien que plus inhabituelle que d'autres, a pourtant été vu arriver fréquemment. Mais c'est un miracle qu'un homme mort revienne à la vie, parce que cet événement n'a jamais été observé, à aucune époque, dans aucun pays. Il faut donc qu'il y ait une expérience uniforme contre tout événement miraculeux, autrement, l'événement ne mérite pas cette appellation de miracle. Et comme une expérience uniforme équivaut à une preuve, il y a dans ce cas une preuve directe et entière, venant de la nature des faits, contre l'existence d'un quelconque miracle. Une telle preuve ne peut être détruite et le miracle rendu croyable, sinon par une preuve contraire qui lui soit supérieure.

La conséquence évidente (et c'est une maxime générale qui mérite notre attention) est : « Aucun témoignage n'est suffisant pour établir un miracle à moins que le témoignage soit d'un genre tel que sa fausseté serait plus miraculeuse que le fait qu'il veut établir ; et même dans ce cas, il y a une destruction réciproque des arguments, et c'est seulement l'argument supérieur qui nous donne une assurance adaptée à ce degré de force qui demeure, déduction faite de la force de l'argument inférieur. » Quand quelqu'un me dit qu'il a vu un mort revenu à la vie, je considère immédiatement en moi-même s'il est plus probable que cette personne me trompe ou soit trompée, ou que le fait qu'elle relate ait réellement eu lieu. Je soupèse les deux miracles, et selon la supériorité que je découvre, je rends ma décision et rejette toujours le plus grand miracle. Si la fausseté de son témoignage était plus miraculeuse que l'événement qu'elle relate, alors, et alors seulement, cette personne pourrait prétendre commander ma croyance et mon opinion.

HUME, D., *Enquête sur l'entendement humain*, 1748.

Cette thèse a été lancée par Raymond Moody, un médecin américain qui est aussi philosophe, dans un best-seller paru en 1975, *Life after Life* (La vie après la vie). Moody y raconte avoir interviewé des personnes ayant vécu ce qu'il a nommé des « expériences de mort imminente » (l'expression a fait fureur) et assure qu'elles lui ont rapporté des expériences similaires : la sensation de séparation d'avec leurs corps ; celle de flotter ; de voir d'en haut les médecins et le personnel soignant s'efforcer de les réanimer ; puis un tunnel, de la lumière, une sensation de bien-être et de joie ; et ainsi de suite. Ces personnes

ont ensuite été « ramenées à la vie » et ont pu témoigner.

Pour certains, l'affaire serait entendue : il y a bien un après six pieds sous terre. Mais est-ce une conclusion raisonnable ? Je ne pense pas.

D'abord, on le sait bien, le simple fait de rapporter des expériences subjectives ne garantit pas qu'elles ont eu lieu exactement comme on les rapporte, ni même qu'elles ont réellement eu lieu : pensez aux rêves, aux illusions, aux hallucinations, aux oublis, etc. Ensuite, que des patients gravement malades, prenant des médicaments, vivent des expériences subjectives singulières n'a rien de surprenant ; et puis, le fait que ces expériences convergeraient (ce que dit Moody) pourrait s'expliquer par divers facteurs comme ses propres biais d'interviewer et demanderait donc à être confirmé de manière indépendante ; d'autres médecins-chercheurs ont d'ailleurs trouvé que leurs patients à eux vivaient des expériences de supposée mort imminente bien différentes (comprenant violence, agression, tristesse) de celles des patients de Moody.

David Hume (1711-1776) est un philosophe qui n'aurait jamais succombé à la mode Moody ou acheté son livre. Pour le comprendre, considérez attentivement ce qu'il écrivait à son époque en parlant des miracles, un sujet d'alors bien proche de nos actuelles expériences de mort imminente. Vous y apprendrez une très précieuse leçon de pensée critique.

Parler avec les morts ? ! ?

Certaines personnes croient néanmoins à une vie après la mort parce qu'elles-mêmes ou des personnes qu'elles connaissent... parlent avec les morts !

Ne riez pas. Cette mode (ou cette croyance comme vous voulez) a été très répandue entre, disons, 1880 et 1930 dans le cadre de ce qu'on a appelé « le mouvement spiritualiste ». Elle réapparaît depuis les années 80 sous le nom de « canalisation ».

Il est vrai que l'expérience que vous fait vivre un médium peut être troublante. Voici une personne qui ne vous connaît pas et qui dit entrer en contact avec, disons, votre père décédé : or celui-ci s'adresse à vous et vous dit des choses plausibles et en certains cas des choses que vous seul savez !

Qu'en penser ? Ici encore, un sain scepticisme s'impose. On sait désormais que les médiums pratiquent un art appelé « lecture à froid », par quoi ils lancent des phrases plausibles, mais vagues ou ambiguës et réagissent ensuite aux réactions de leurs interlocuteurs, lesquels vont bien souvent fournir eux-mêmes l'information qu'ils diront plus tard leur avoir été révélée par le médium.

C'est un art complexe et savant, mais d'une redoutable efficacité. On l'utilise typiquement avec un autre, qui consiste à utiliser des phrases dont le contenu pourrait s'appliquer à n'importe qui (on appelle cela : l'effet Forer). C'est ainsi que procède le médium (ou l'astrologue, le lecteur de paumes de la main et ainsi de suite ; c'est toujours la même technique) pour faire en sorte que ses propos (prédictions ou dialogue avec un mort) sont jugés convaincants.

Pour constater de vos yeux l'efficacité de ces procédés, je vous invite d'ailleurs à aller sur *You Tube* voir ce document – c'est en anglais : <http://fr.youtube.com/watch?v=haP7Ys9ocTk>.

Alors ? Six pieds sous terre, puis... rien ? Voilà une question à laquelle vous devrez répondre par vous-même.

NORMAND BAILLARGEON
baillargeon.normand@uqam.ca

Nécrologie 1

L'autopsie pratiquée par le corps médical de la ville de Paris, a confirmé qu'Henri Salvador était mort de rire.

MUSIRONIE

Sainteté

Le Vatican met en place de nouvelles procédures plus rigoureuses d'accession à la sainteté. Désormais, ce n'est plus n'importe quel totou qui pourra devenir saint, comme cela s'est trop souvent vu dans le passé.

MUSIRONIE

Nécrologie 2

Le créateur de Donjons et Dragons, Gary Gygax, a perdu son dernier point de vie la semaine dernière, à l'âge de 69 ans.

MUSIRONIE

Le « Triumvirus »

- La Tribu du Verbe •
- Musironie •
- Le Couac •

www.latribuduverbe.com,
www.musironie.com et www.lecouac.org



3 fréquences de publication
Quotidien, hebdomadaire, mensuel.
3 types de médias
Blogue, radio, journal.

Un même but
Tirer sur la connerie où qu'elle soit !



L'État québécois se prive d'une marge de manoeuvre de près de 10 MM \$

La plupart des débats politiques au Québec tournent court dès lors qu'un des protagonistes évoque la « crise » des finances publiques. Cette crise serait causée par le surdéveloppement de l'appareil étatique qui, coûtant de plus en plus cher aux contribuables, aurait atteint un niveau rendant toute nouvelle dépense impossible. Ainsi, qu'il s'agisse de demandes liées au financement des réseaux publics d'éducation ou de santé, au financement de groupes communautaires, à la construction de nouveaux logements sociaux ou à des mesures concrètes de lutte contre les changements climatiques, la réponse des décideurs est toujours la même : il n'y a pas d'argent.

Pourtant, une analyse minutieuse des documents budgétaires des dernières années démontre, sans équivoque possible, que l'État québécois eut à sa disposition une marge de manoeuvre budgétaire appréciable, mais que cette marge de manoeuvre fut systématiquement dépensée en baisses d'impôt. La précarité actuelle de l'équilibre budgétaire québécois trouve alors sa cause dans les choix politiques des derniers gouvernements et non par la conjoncture économique. En effet, 9,8 MM \$ ont été canalisés vers d'importantes baisses d'impôt et des déductions fiscales bénéficiant aux contribuables les mieux nantis.

Depuis 10 ans, l'économie québécoise est en bonne croissance. L'État reçoit sa part de cette croissance et a vu augmenter ses revenus de 46,2 %. Dans cette même période, le poids de la dette nationale québécoise par rapport à l'économie et par rapport au budget québécois est en constante diminution. Les conditions permettant à l'État de dégager une marge de manoeuvre budgétaire sont donc réunies. Par contre, certains choix politiques, comme de généreuses baisses d'impôt sont venues gommer cette marge de manoeuvre.

Il faut également comprendre que ces baisses d'impôt n'ont pas profité à tous également et ne peuvent être décrites comme un retour fiscal bénéficiant à l'ensemble des contribuables. Les baisses d'impôt des dernières années sont d'abord et avant tout un privilège fiscal consenti aux plus fortunés. Par exemple, les

baisses d'impôt accordées lors du dernier budget ont rapporté 110 \$ à un ménage ayant un revenu moyen de 50 000 \$, tandis qu'un ménage ayant un revenu moyen de 150 000 \$ a vu ses cotisations fiscales diminuer de 1 859 \$.

Ces baisses d'impôt n'ont qu'un effet marginal sur les revenus de la classe moyenne et des moins nantis. Elles bénéficient en fait surtout à une minorité de contribuables dont les revenus sont déjà élevés. En asphyxiant les finances publiques, l'État se prive de sa capacité d'intervention dans la société ou dans l'économie. Pour parvenir à financer ces baisses d'impôt, l'État garde les différents services publics dans une situation de sous-financement constant. C'est donc la collectivité qui, une fois encore, doit payer pour permettre l'accroissement des richesses de quelques-uns.

Que ce soit en santé, en éducation, en environnement, en logement social ou dans le transport en commun ; les besoins d'investissements publics ne manquent pas. Invoquer le manque de ressources étatiques pour justifier le sous-financement public apparaît une position difficilement défendable. Au lieu d'évoquer l'incapacité de payer du gouvernement, il serait plus juste d'établir le lien entre les pertes de revenus que s'inflige volontairement l'État et la situation actuelle de sous-financement. En dernière analyse, un constat émerge clairement : la marge de manoeuvre budgétaire générée par la période de croissance économique des dernières années a été dilapidée en baisses d'impôt qui, en général, avantagent outre mesure les contribuables les plus fortunés. Avec les risques de récession qui se pressent à l'horizon, cette dynamique d'autolimitation des revenus de l'État se révèle à courte vue. En effet, somme toute, en maintenant les finances étatiques dans un équilibre précaire et en misant sur une croissance économique soutenue, le gouvernement québécois s'est volontairement départi de ses capacités d'intervenir en cas d'imprévu.

PHILIPPE HURTEAU
Chercheur à l'IRIS

Il est possible de consulter cette note à l'adresse suivante :
www.iris-recherche.qc.ca

Suggestions à Madame Jérôme-Forget pour nous éviter un « budget d'austérité »

Préparation du public

Depuis déjà plusieurs semaines les « experts » en communication de notre gouvernement du Québec préparent le peuple, par divers communiqués de presse, pour l'acceptation d'un « budget austère », compte tenu d'un taux de croissance « plus bas que prévu ». On ne cesse de nous ressasser l'urgence de « payer la dette », le coût prohibitif des services, le niveau prétendument intolérable des impôts, et de bien se mettre dans la tête que « le gouvernement n'a pas d'argent ». À cela, il faut ajouter le budget fédéral, autour duquel la menace du déficit a resurgi et le battage médiatique intensif fait autour du Rapport Castonguay. Pourtant, de l'argent il y en a quand on sait où regarder et qu'on ne détourne pas volontairement le regard.



Suggestions pour trouver de l'argent

Si notre gouvernement, qui laisse appliquer un prix d'essence parmi les plus élevés au Canada, applique ses propres lois, par exemple celle de fixer des « prix maximum » aux pétrolières (article 68 de la loi provinciale sur les produits et les équipements pétroliers qui stipule : « lorsqu'il est d'avis que l'intérêt public l'exige, le gouvernement peut déterminer par décret le prix maximum auquel peut être vendu ou distribué un produit pétrolier »), par exemple, et récupérer la différence sous forme de taxe spéciale proportionnelle à la différence entre augmentation moyenne à la pompe et hausse moyenne du baril (en 2004 2005 : différentiel de plus de 17 %) sur « profits exceptionnels », cela donnerait, avec effet rétroactif, des milliards de dollars !

Malis, voici une liste non exhaustive de sources potentielles de sommes biens substantielles à récupérer :

Cesser les « cadeaux » aux entreprises profitables (dixit M. Y. Séguin)	5 000 000 000
Déséquilibre fiscal fédéral	2 500 000 000
Diminution du service de la dette	2 700 000 000
Fin du remboursement-trop perçu, péréquation (2003-04)	2 400 000 000
Récupération de l'évasion fiscale annuelle	1 000 000 000
Renoncement aux réductions d'impôts des particuliers	1 000 000 000
Plafonnement des REER à 5000 \$	1 000 000 000
Transferts fédéraux en santé non utilisés	762 000 000
Réduction des crédits d'impôts (R & D et autres)	500 000 000
Imposition de 75 % (et non 50 %) des gains en capitaux	500 000 000
Fonds de suppléance du gouvernement québécois	380 000 000
Retrait des « cadeaux » aux banques (faits par M. Charest)	350 000 000
Rétablissement de la taxe sur le capital	250 000 000
Impôt minimum sur les sociétés	250 000 000
Récupérer « prêt » à 0 intérêt à GM (avant fermeture Boisbriand)	220 000 000
Retrait « cadeau » à Intrawest (fait par M. Charest)	50 000 000
Total	118 862 000 000

C'est 18,9 milliards que notre gouvernement actuel pourrait, s'il se souciait un peu plus de servir les intérêts du peuple, aller chercher presque du jour au lendemain ! Une telle somme, quasi annuelle, aiderait à résoudre bien des problèmes de la société québécoise, depuis la « crise des universités », à celles de la santé, des transports publics, des prêts et bourses et de plusieurs programmes sociaux. Notons que les sommes indiquées sont souvent bien conservatrices, puisque l'OCDE évalue que l'évasion fiscale peut aller jusqu'à 15 % du budget des États, ce qui ferait près de 8 milliards par an pour le Québec, et non 1 seul. Ces 18,9 milliards représentent 40 % du budget du Québec ; en gros, le budget de la santé et des services sociaux. Qu'est-ce qui coûte trop cher, la santé ou le type de gestion choisi par nos gouvernements depuis déjà trop longtemps ?

Ni « État-business », ni « bon père de famille »

Nous faire croire que l'urgence est de « payer la dette », de « soulager le capital », de gérer les finances et le budget de l'État en « bon père »... n'est que demagogie. L'important avec la dette est ce qu'on en fait et non de la rembourser. Que notre gouvernement nous dise ce qui a été fait avec cette si terrible dette (inférieure à la moyenne de l'OCDE en pourcentage du PNB), alors que nos infrastructures croulent, que nos hôpitaux sont laissés à l'abandon et que nos universités crient famine ? Ensuite, pourquoi ne pas s'en servir pour investir dans « LA » source de productivité et de compétitivité : l'éducation, le bien être et la culture des citoyens ? Comment expliquer que la Suède soit, pays parmi les plus compétitifs de la planète, ait un PNB composé à 56 % d'impôts ? C'est que le niveau d'imposition ne veut rien dire en soi, ce sont les services publics rendus disponibles à partir de ces impôts qui importent.

Dans les années soixante, nous avons choisi de laisser une société de tarification et du chacun pour soi pour une approche plus collectiviste assurant un minimum de soutien aux plus démunis et de redistribution de la richesse, allons-nous revenir en arrière parce que les plus riches ne veulent plus faire leur part, voulant nous faire confondre « hausse constante de leur enrichissement » avec « bien être des citoyens », soutenus en cela par des politiciens qui ne sont plus que leur « comité de gestion » ?

OMAR AKTOUF, PH.D, PROFESSEUR MANGEMENT HEC,
GAËTAN BRETON, PH.D, PROFESSEUR COMPTABILITÉ UQAM

C'est déjà ça

Monique Jérôme-Forget, la marâtre des finances, a donné un avant-goût du budget qu'elle déposera au mois de mars. D'emblée, elle a annoncé qu'il y aura des chiffres dans son budget, et que certains s'additionneront.

MUSIRONIE

Crise financière

Pourquoi l'Université de Montréal est au bord du gouffre ? C'est pour regarder l'UQAM qui est au fond.

Disparaître avec l'UQAM ?

La crise de l'UQAM reflète la crise du projet collectif québécois

Les rapports comptables sont fermes : à moins d'un réinvestissement étatique, la survie même de l'UQAM se trouve menacée. La disparition de ce qui devait être à l'origine « l'université du peuple » serait une véritable tragédie. Il faut voir dans sa précarisation encore un signe de cet abandon généralisé qui se dessine aujourd'hui dans plusieurs secteurs : celui du projet qui avait animé la « Révolution tranquille », c'est-à-dire la prise en charge des Québécois et Québécoises par eux-mêmes au sein d'une communauté politique et culturelle autonome.

La création d'une université publique comme l'UQAM participait d'un projet plus large, soit celui de l'émergence d'une communauté politique moderne dotée de ses propres institutions et capable de présider de manière autonome à sa destinée, en dehors des ornières dogmatiques du clérico-nationalisme. Bien sûr, à ce moment, le projet était aussi animé par des intérêts économiques, mais force est de constater que cet aspect intéressé cohabitait avec une dimension émancipatoire irréductible liée au projet d'autonomie politique et culturelle d'un peuple.

Le réseau postsecondaire québécois se vouait à l'origine public et gratuit à tous les degrés, comme le stipulait le programme du gouvernement Lesage. Il devait permettre à tous et toutes, sans égard à leur classe sociale d'origine, d'accéder à l'éducation et de participer à la vie démocratique d'un pays en devenir. Or, le maintien d'un tel réseau impliquait que l'État assure le financement complet des institutions, ce qui supposait l'existence d'une fiscalité redistributive et progressive.

A contrario, l'histoire récente du système d'éducation au Québec s'inscrit dans un abandon progressif de l'idéal politique et culturel qui le soutenait, désormais supplanté par la seule idée du « développement économique », qui est, lui, indifférent à l'histoire et à la culture des peuples, considérés de manière abstraite comme des « ressources humaines » interchangeables.

En effet, pour notre classe entrepreneuriale, la référence à l'idée « Québec » ou à celle du « nous » est devenue tout au plus cosmétique, tant celui-ci n'est plus considéré que comme l'un des innombrables maillons sériels de cette chaîne de production de valeur ajoutée qui tisse son réseau entre les mégalopoles du monde.

Pour elle, l'éducation n'est plus vue comme un lieu de transmission de la culture et de la pensée, qu'elles mais essentiellement comme un lieu de formation de main-d'oeuvre de « haut niveau » technique permettant d'améliorer la performance globale des producteurs regroupés dans l'unité de production « Québec », un signifiant vide qui pourrait tout aussi bien être un numéro.

Voici aujourd'hui que le Québec est sommé de se laisser engouffrer par l'intégration continentale et de s'adapter entièrement au capitalisme étasunien, de sorte que l'existence isolée d'un modèle d'inspiration républicaine et universaliste apparaît de plus en plus incongrue au milieu d'une Amérique hostile à l'intervention de l'État dans l'économie. Toute la classe politique appelle à abolir progressivement les mécanismes modernes de redistribution de la richesse, histoire de devenir « concurrentiels » dans l'arène économique globalisée. De sorte que les universités, systématiquement sous-financées, entrent actuellement toutes en déficit ou en crise.

Le Québec s'apprête à se départir des institutions qui lui avait permis d'exister et à retourner, si rien n'est fait, dans la grande noirceur dont il aspirait pourtant à sortir en 1960, à l'époque où il avait la plus faible fréquentation scolaire du Canada. Les Québécois avaient alors choisi de se prendre en charge et ont, pour y arriver, mis le cap sur la gratuité scolaire et l'accès universel à l'éducation.

L'UQAM était alors la tête de pont d'un réseau postsecondaire qui devait incarner ce projet et socialiser l'éducation. Des décennies plus tard, à quoi assiste-t-on sinon au sacrifice de ce que nous voulions être sur l'autel de la comptabilité vulgaire et de la concurrence funeste des sociétés entre elles, au seul bénéfice de l'accumulation du capital ?

Au moment précis où la société doit reprendre de manière urgente le contrôle d'une économie destructrice de la nature, l'éducation se trouve de plus en plus inaccessible et réduite à un lieu de formation individualisée. Comment penser qu'une communauté politique puisse présider à son propre destin si elle se réduit à une somme des techniciens soumis aux demandes du marché ? Comment pourrait-elle protéger son environnement si c'est ultimement les organisations économiques et les marchés qui dictent la marche à suivre ? Il apparaît de plus en plus qu'il nous faille choisir entre le maintien du système économique actuel et notre propre existence.

L'État québécois doit rapidement réinvestir dans le réseau des universités publiques et celles-ci doivent revenir à leur mission fondatrice, qui n'est pas l'innovation technique ou la « création de richesse », mais la transmission de la connaissance et la formation de citoyens et citoyennes éclairées engagées dans la construction de leur devenir collectif. Cela impliquerait que l'on arrête de réduire la taille de l'État et de défiscaliser au seul profit des investisseurs étrangers, ce qui nous prive des moyens d'entretenir les programmes publics. Quelle autre alternative avons-nous ? L'UQAM en compétition dans le même marché avec Harvard ? Ce n'est pas sérieux. Elle serait vouée à disparaître, et nous avec.

ERIC MARTIN, DOCTORANT EN PENSÉE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
REMI DE VILLENEUVE, DOCTEUR EN SOCIOLOGIE